

# «Sans les Brigades de paix, je serais mort»

**DROITS HUMAINS • Les Brigades de paix internationales (PBI) soutiennent et protègent des activistes du monde entier. Pour les 30 ans de l'ONG, Prix Ennals 2001, ces militants témoignent à Genève et à Renens.**

**PAULINE CANCELA**

La persécution, Wilfrido Mayrén Peláez la connaît bien. «Padre Uvi», comme il se fait appeler à Oaxaca, un Etat du sud du Mexique, paye pour son combat depuis vingt-trois ans. Ce curé, adepte de la théologie de la libération, a créé le Centre régional des droits humains Bartolomé Carrasco Briseño (BARCA) en 1992. Son soutien aux communautés rurales et sa participation à la résolution de conflits locaux lui ont valu plusieurs attentats et d'innombrables menaces de mort. Amnesty International avait dénoncé son cas en 2006.

Alors qu'il subissait une nouvelle attaque de l'ancien gouverneur d'Oaxaca l'année dernière, Padre Uvi a reçu le soutien des Brigades de paix internationales (PBI). A l'occasion du trentième anniversaire de l'ONG, il est invité à témoigner aujourd'hui à Genève lors d'une conférence internationale (lire ci-contre). Entretien.

**Vous dites que sans PBI vous seriez mort assassiné. Pourquoi?**

**Padre Uvi:** En décembre dernier, j'ai dénoncé au sein du nouveau Congrès d'Oaxaca les années de persécution et les violations très graves aux droits humains dont nous avons été témoins au sein du BARCA. J'ai eu droit à la riposte simultanée de l'ancien gouverneur. Il ne s'est pas contenté de me diffamer sur les réseaux sociaux et dans la presse. Il m'a attaqué directement. J'ai reçu des menaces de mort, tout comme les gens de mon entourage. Ils ont essayé de me tirer dessus. Nous avons porté plainte auprès du procureur. C'est là que PBI a commencé à nous accompagner. Grâce à cela, il n'y a pas eu de dégâts majeurs.

**Que signifie cet engagement pour vous?**

Si je n'avais pas eu ce soutien, j'aurais été facilement tué. La pression que la présence de PBI exerce sur les agresseurs et la légitimité qu'ils donnent à notre lutte sont inestimables. Face à cette persécution, les volontaires de PBI nous ont non seulement offert un accompagnement physique, mais ils ont également documenté la totalité des torts que nous avons subis avec le BARCA pour les envoyer aux autorités. A tel point que j'ai pu bénéficier d'une protection officielle.

**En vingt-trois ans de combat, vous avez été plusieurs fois persécuté...**

Oui, depuis la création du BARCA. Défendre les droits humains, c'est un peu se mettre en plein dans l'œil du cyclone. Les activistes sont le bouclier de la population. Le gouvernement et les puissants essayent évidemment de briser ce bouclier pour atteindre les gens.

**Un exemple?**

Dans les années nonante, j'ai été assimilé au mouvement zapatiste pour avoir aidé des communautés rurales à s'organiser en coopératives. Les paysans étaient confrontés à la mainmise d'un cacique sur leurs récoltes. Celle-ci a conduit la population à s'endetter. Grâce aux coopératives et aux caisses populaires, les paysans ont pu se construire un capital propre.

En réaction, le cacique a répandu partout la rumeur selon laquelle j'étais un guérillero, jusqu'à ce que cela arrive aux oreilles de l'Etat d'Oaxaca. Ils m'ont envoyé l'armée en juin 1994, prétendument pour dénicher des «camps d'entraînement». A partir de ce moment, on n'a cessé de me harceler et de me diffamer. En 1998, j'ai échappé de justesse à un attentat très grave perpétré par des paramilitaires à la botte du cacique.

**Vous avez également participé à la révolte populaire d'Oaxaca en 2006. Cela vous a coûté une nouvelle attaque...**

L'ex-gouverneur, Ulises Ruiz Ortiz, a très violemment réprimé les manifestations qui émanaient des enseignants. Le peuple a ensuite logiquement pris leur défense. De là est née l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO). C'était une lutte terrible contre ce tyran. Il est responsable de la mort de 26 personnes!

**Plus généralement, quelle est la situation des droits humains au Mexique aujourd'hui?**

La situation est très grave depuis la mise en route de la fameuse guerre contre le narcotrafic initiée par le président Felipe Calderón. Il a déclenché une violence terrible et des violations des droits humains en masse. Il y a déjà eu 50 000 exécutions, et environ 20 000 disparus. A l'heure actuelle, un projet de «loi de sécurité nationale» voudrait donner une plus grande marge de manœuvre au pouvoir dans cette lutte. En menaçant directement les droits des Mexicains et surtout des activistes, ce texte ouvre la porte à une véritable institutionnalisation de la violation des droits humains.

**Quel message êtes-vous venu porter à l'occasion des 30 ans de PBI?**

La défense des droits humains est une activité fondamentale non seulement en vertu de la lutte pour la dignité humaine, mais également en vue de la démocratisation et de la surveillance de leur application.

L'apport d'organismes internationaux à notre travail est nécessaire. J'aimerais sensibiliser l'opinion internationale non seulement à la défense des droits humains, mais aussi à la nécessité de protéger ceux qui les défendent. I



Padre Uvi: «La pression que la présence des Brigades de paix internationales exerce sur les agresseurs et la légitimité qu'ils donnent à notre lutte sont inestimables.» JPDS

## BRISER L'INVISIBILITÉ DES LUTTES

**Depuis 1981**, les Brigades de paix internationales accompagnent et protègent des militants engagés dans la défense des droits humains. Journalistes, avocats, prêtres, ils sont souvent persécutés et en danger. Grâce à PBI, ils bénéficient d'un soutien logistique et d'une visibilité internationale qui a permis plusieurs fois de calmer la répression dont ils sont victimes. Pour ses 20 ans, l'organisation avait reçu le prestigieux Prix Martin Ennals, pourtant attribué en principe à des individus. Dix ans plus tard, PBI n'est pas près de prendre sa

retraite: «La demande est croissante, explique Jean-David Rochat, coordinateur pour la Suisse romande. Les actions de PBI ont vraiment un effet dissuasif sur l'usage de la violence.» Actuellement, 75 volontaires de plusieurs pays sont actifs au Népal, en Mexique, au Guatemala et en Colombie. Pour son anniversaire, l'ONG lance une tournée de lobbying qui démarre aujourd'hui avec une conférence internationale à Genève. A cette occasion, quatre activistes (Népal, Colombie,

Mexique et Kenya) viendront témoigner devant un parterre de spécialistes et de militants pour les droits humains. Plusieurs évènements suivront dans toute la Suisse, notamment demain à Renens. PCA

> «Risquer sa vie pour défendre les droits des autres». Conférence internationale publique, mercredi, 9h-19h, Centre international de conférences, 17 rue de Varembe, Genève.

> Débat public, jeudi 20h, Buvette de la salle de spectacle, Renens, VD.

Tout le programme sur [peacebrigades.ch](http://peacebrigades.ch)

## EXERGUE

# Les syndicats tentent de coordonner la riposte

**PRÉCARITÉ • Un symposium syndical s'est tenu au BIT pour contrer les attaques patronales favorisées par la crise. Un manuel de lutte en est sorti.**

**ROBERT JAMES PARSON**

La crise financière ne met pas à genoux que les Etats. Les travailleurs souffrent aussi depuis 2007 d'une remise en question massive de leurs conditions d'emploi, ont relevé quelques centaines de syndicalistes, venus des quatre coins du monde organiser la riposte syndicale au sein du Bureau international du travail, à Genève.

Cas unique parmi les organisations internationales, le BIT est une institution tripartite, unissant Etats, employeurs et syndicats. Ce sont ces derniers qui ont organisé un symposium de quatre jours sur la précarité au travail, le secrétaire s'emmurant dans un silence pudique.

Pourtant, Juan Somavia, directeur de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont le BIT est l'organe exécutif, vient d'annoncer sa retraite anticipée pour septembre 2012, n'a pas mâché ses mots dans son discours d'ouverture, dénonçant la précarisation tous azimuts subie par les travailleurs. Il faut dire que le concept de «travail décent» défendu depuis son élection par le Chilien (en opposition au

simple «plein emploi») a pris un sacré coup depuis le début de la crise.

Le symposium, ambitieux, s'est révélé prometteur à bien des égards. D'abord, il a fourni l'occasion de lancer un manuel de «lutte contre le travail décent», insistant sur l'urgence de s'emparer du discours pour contester la pensée unique. Selon Frank Hoffer, chef de recherche auprès du bureau des activités des travailleurs, le but de l'opération est d'établir un centre – une véritable plaque tournante – au sein du BIT pour soutenir la lutte dans le monde entier et d'indiquer la voie à suivre.

**Epauler le travail syndical**

Les délégués sont donc rentrés munis de plusieurs pistes communes, telles que l'intégration du travail précaire dans les revendications politiques, sociales et économiques, notamment autour des notions de prévisibilité, de stabilité et d'égalité du travail. En ce sens, le BIT doit être appelé à épauler le travail syndical de terrain.

Les syndicalistes ont convenu de mettre l'accent sur les catégories les plus vulnérables – migrants, femmes et jeunes – tant leur situation de faiblesse est mise à profit par le patronat pour étendre, dans un second temps, la précarisation à toutes et à tous. L'OIT, avec ses presque deux cents conventions, offre là encore une base solide pour défendre ces travailleurs. Partout dans le monde, ces textes souvent peu ratifiés sont cités par ceux qui militent en faveur du travail décent comme LA référence, bref des normes incontournables reconnues par «la communauté internationale».

Pierre d'achoppement: la Convention 181 sur les agences d'emploi privées. Les délégués russes ont fustigé sa faiblesse dans un domaine en plein boom. Au point que ces agences sont aujourd'hui le mécanisme préféré des entreprises pour contourner les protections sociales. Le Russes ont été largement suivis en déclarant que «tout ce qui ne peut être correctement régulé doit être interdit». Une révision de fond de cette convention est exigée. I

## EN BREF

FILMAR

### Revolución du Mexique ouvre les feux

Le 13<sup>e</sup> Festival Filmar en America latina s'ouvrira un tour de chauffe vendredi et samedi avec deux journées d'ouverture consacrées (principalement) au cinéma mexicain, qui sera à l'honneur cette année. Le multi-court-métrage *Revolución* et le long-métrage de Lillian Liberman *Visa al Paraíso* ouvriront les feux dès 19h30 à l'Alhambra. La salle genevoise accueillera le lendemain six autres projections pour clore ce petit galop d'essai. Le festival proprement dit débutera le 31 octobre avec la diffusion d'*Abel*, de Diego Luna, en présence du jeune acteur mexicain Gabino Rodriguez (18h45), toujours à l'Alhambra. Pour cette 13<sup>e</sup> édition, des projections auront aussi lieu au Grütli, à Carouge, Versoix, Ferney, Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Bienne et Berne. Nous reviendrons prochainement sur cet événement. BPZ



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.